

L'attaque contre la démocratie lancée par l'UE et les élites financières

De la démocratie majoritaire nationale à l'impérialisme financier des élites financières transnationales

Eberhard Hamer, juriste et professeur d'économie

En Europe, jusqu'au début du XX^e siècle, nous avions des monarchies qui régnaient hiérarchiquement. Les nobles qui leur devaient hommage et appui, pour leurs terres, avaient des privilèges économiques et sociaux (le droit de devenir officier) face au Tiers Etat (bourgeois, paysans, ouvriers). Ce fut l'époque du féodalisme.

Non seulement ils avaient été coupables de la Grande Guerre, mais aussi ces nobles féodaux et ces monarchies n'y ont pas survécu. L'effondrement de ce système hiérarchique fit place à une société démocratique majoritaire au suffrage universel. Au lieu d'élites héréditaires à durée indéterminée, régnaient alors des élites fonctionnelles, technocrates à durée déterminée, qui devaient être réélus constamment et qui ne s'orientaient donc pas, par principe, vers le haut de la société, mais vers le bas. La démocratie tire sa légitimité de la majorité de la population qui peut exprimer sa volonté par le droit au suffrage universel, à la différence des systèmes antérieurs tirant leur légitimité du droit divin (de la grâce de Dieu) et qui exerçaient par conséquent le pouvoir central de haut en bas.

Les démocraties ne sont pourtant pas à l'abri d'idéologies extrêmes, comme nous l'ont montré l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie dans les années 20 et 30. Comment Hitler a réussi à légitimer son pouvoir par les voies légales, pour lui et sa troupe, doit être l'objet d'une autre analyse dépassant le cadre de ces considérations-ci. La Seconde Guerre mondiale a éliminé ces dictatures et déclenché une nouvelle vague de démocraties en Europe.

Souvent déjà, les historiens nous ont prévenus qu'au cours de l'histoire, de bons débuts démocratiques avaient été souvent des situations d'exception passagères. Au cours des siècles, le régime d'un monarque ou d'un dirigeant, ou d'une oligarchie détenant le pouvoir hiérarchique de haut en bas, étaient plus communs que le système contraire d'une légitimité démocratique du pouvoir de bas en haut. De toute évidence, la démocratie, tout comme d'autres formes politiques, est un système hégémonique qui ne possède pas automatiquement – quasiment sui generis – la force de résister aux attaques lancées par les élites puissantes et en particulier les élites financières.

La démocratie menée à la ruine par l'UE

Aujourd'hui, beaucoup de juristes en droit constitutionnel se demandent ce que vaut encore notre démocratie nationale, étant donné que

- dans le Traité de Lisbonne, la nationalité des 27 Etats membres est explicitement remplacée par l'«Europe» et par une citoyenneté européenne,
- d'après la recherche du juriste en droit constitutionnel et ancien président de la République fédérale d'Allemagne, Herzog, 84% de toutes les réglementations allemandes ne sont plus votées par le Parlement allemand même, mais imposées sous forme de directives ou d'instructions par la Commission européenne. Les Parlements nationaux des Etats-membres ne font que les appliquer, sans commentaire, sans pouvoir les modifier, ce qui veut dire qu'ils doivent obéir à la Commission.
- Les régulateurs centraux européens ne réglementent pas seulement les affaires fondamentales de l'Europe mais tout jusque dans les moindres détails, de la courbure du concombre à la lampe, de l'isolation thermique à la possibilité du service militaire pour les femmes. Depuis longtemps, la compétence législative a été centralisée en la transférant des Parlements nationaux à la Commission européenne de Bruxelles. Ce n'est donc plus le citoyen qui décide mais la «commission politique» bruxelloise.
- La centralisation de la compétence législative dans les mains de la Commission signifie en même temps que ce ne sont plus les députés élus qui représentent le peuple dans l'acte de la législation. Les commissaires politiques de la Commission européenne ne sont pas des représentants élus par le peuple, ils ne sont pas non plus obligés de rendre des comptes au pseudoparlement européen, mais seulement proposés

et nommés par les gouvernements des pays membres. Ils n'ont qu'à rendre des comptes au président de la Commission et à personne d'autre. La Commission européenne est de facto un politburo d'après le modèle socialiste, une centrale toute-puissante se composant de commissaires politiques non obligés à rendre des comptes au peuple et dont les décisions autocratiques représentent le droit obligatoire et supérieur pour les pseudodémocraties subordonnées des pays membres.

«Considérant la réalité non publiée de la crise financière européenne, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas du sauvetage de quelques pays membres européens, ni de l'euro ni de l'Europe, mais de sauvegarder les crédits d'une poignée de banques internationales se livrant à la spéculation dans des pays surendettés, de «sauver» ces banques des pertes d'amortissement pour empêcher l'effondrement partiel ou plutôt la dévaluation du système monétaire mondial du dollar.»

Juncker: Tout juste essayer jusqu'où l'on peut aller

Par la centralisation de plus en plus de droits souverains des Etats-nations au sein du politburo européen, par le démantèlement des nations en faveur d'une suprématie européenne et par le transfert de plus en plus de fonctions étatiques aux institutions européennes comme par exemple la nouvelle administration sous Mme Ashton, Haut commissaire de l'UE pour les Affaires étrangères, avec 7000 fonctionnaires, Euroforce, la Cour de justice comme cour suprême ou l'Union bancaire européenne (à la charge des banques allemandes saines) et l'union fiscale (souveraineté financière du politburo européen au lieu de celle des différents pays), on effectue un démantèlement systématique de nos démocraties nationales vers la centralisation de tous les droits au sein du politburo européen. Nous avons par conséquent, dans les pays membres européens, déjà bien plus d'ingérence par la dictature européenne que d'autodétermination démocratique. Que ce démantèlement de la démocratie et cette centralisation européenne sont effectués systématiquement et par préméditation, le fonctionnaire européen Juncker l'a admis: «Nous décidons quelque chose, le mettons sur le tapis, puis nous attendons un certain temps pour voir ce qui arrive. S'il n'y a pas de grande clameur et pas d'émeutes, parce que la plupart des gens n'ont pas compris ce qu'on avait décidé, alors on continue – pas à pas, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de retour en arrière possible.» C'est ainsi que se passe le démantèlement des démocraties européennes et la prise de pouvoir par le politburo bruxellois.

La centralisation européenne par le biais du démantèlement de la démocratie dans les pays membres n'est pas seulement née de l'intérêt égoïste d'élargir le pouvoir du politburo bruxellois; la crise financière démontre de façon évidente qu'il y a, au-delà des acteurs de Bruxelles, un pouvoir encore plus puissant à l'œuvre qui a réussi à contraindre les Etats européens et toute l'Europe à prendre en charge les dettes – accumulées par les banques internationales ayant perdu beaucoup d'argent à la Bourse (soit la prise en charge de dettes privées étrangères).

A l'arrière-plan: la dictature financière

Considérant la réalité non publiée de la crise financière européenne, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas du sauvetage de quelques pays membres européens, ni de l'euro ni de l'Europe, mais de sauvegarder les crédits d'une poignée de banques internationales se livrant à la spéculation dans des pays surendettés, de «sauver» ces banques des pertes d'amortissement pour empêcher l'effondrement partiel ou plutôt la dévaluation du système monétaire mondial du dollar.

– Ce n'est pas par hasard que les premières agences mondiales de notation financière appartenant aux deux clans financiers internationaux les plus puissants, Roth-

schild et Rockefeller, ont toujours dévalué des banques ou des pays de l'espace euro quand le dollar s'affaiblissait et que l'afflux nécessaire de 400 milliards de dollars, arrivant de l'étranger, pour le financement de la grande puissance américaine risquait de se tarir. Sans cet approvisionnement, les Etats-Unis seraient insolubles et le dollar serait sûr pour la dévaluation, l'empire du dollar des premières banques internationales, régnant sur le dollar, serait en danger.

- Ce n'est pas par hasard non plus que les acteurs décisifs de la crise sont d'anciens «Bankster» (jeu de mots se composant des deux termes «banque et gangster») de la banque malfamée Goldman-Sachs, ayant tiré les ficelles de falsifications permettant à la Grèce l'entrée dans l'UE: Draghi, Monti, Sarkozy, Lagarde, Juncker et d'autres. On peut donc présumer pour le moins «un comportement concerté» de cette bande de Bankster dans cette crise de l'euro.
- Déjà, lors de la faillite de Lehmann, un ancien directeur de Goldman-Sachs et secrétaire du trésor américain en fonction (Paulson), avait imposé que les banques appartenant aux clans financiers devraient être sauvées – «sans alternative» par l'argent des contribuables. C'est ce que le gouvernement américain a exigé ensuite

«Si le dollar n'était plus accepté comme monnaie internationale dominante pour les matières premières, le château de cartes de l'impérialisme du dollar des Etats-Unis s'effondrerait, l'aristocratie de la haute finance perdrait la base de son pouvoir, n'arriverait plus à dominer le monde, les peuples et les marchés financiers en imprimant des dollars.»

également de Mme Merkel et de l'Europe – «sans alternative» – car, nous sommes, comme M. Schäuble l'avoue, un pays toujours pas souverain mais occupé.

- Le dollar domine l'économie financière du monde entier à plus de 70%. La Federal Reserve Bank (FED), dominée par les clans de la haute finance américaine, est la banque d'émission, soumise entièrement aux deux clans financiers, ayant le droit d'imprimer, à volonté, des billets à valeur mondiale, et qui a multiplié par quarante la quantité de dollars lors des 40 dernières années. C'est pourquoi, chaque fois qu'un pays ne voulait plus vendre ses matières premières en échange de ce papier-monnaie, ses dirigeants, jusqu'alors amis des USA, étaient déclarés subitement terroristes qu'il fallait éliminer – par exemple Saddam Hussein en Irak, Kadhafi en Libye, Ahmadinejad en Iran, Poutine en Russie. Si le dollar n'était plus accepté comme monnaie internationale dominante pour les matières premières, le château de cartes de l'impérialisme du dollar des Etats-Unis s'effondrerait, l'aristocratie de la haute finance perdrait la base de son pouvoir et n'arriverait plus à dominer le monde, les peuples et les marchés financiers en imprimant des dollars.

Le dollar, des crédits et des dettes comme pierre angulaire décisive de l'hégémonie financière

En réalité, le dollar, les crédits et les dettes sont les pierres angulaires décisives d'une hégémonie financière, dont les dirigeants font partie d'une aristocratie financière sous le leadership de quelques douzaines de familles, dont les deux clans financiers Rothschild et Rockefeller comme force décisive.

John Perkins décrit, comme lui-même et ses agents d'élite de la Banque mondiale, du FMI et de l'«Agency for International Development» (USAID) américaine ont imposé des crédits excessifs à travers des expertises même fausses, aux pays étrangers qu'on devait d'abord, en partie, rendre favorables par des pots de vin ou des menaces de la part du gouvernement américain pour les obliger à accepter ces crédits. Qui était trop indocile subissait un accord mortel, comme par exemple les présidents Torrijos (Panama), Roldos (Ecu-

dor), Allende (Chili) et d'autres. Les requins financiers états-uniens offraient des crédits pour le développement de l'infrastructure, des centrales électriques, des autoroutes, des ports, des parcs industriels et autres – «le crédit étant lié à la condition que ce soient des entreprises d'ingénieurs et du bâtiment américaines qui réalisent tous ces projets. En principe, une grande partie de l'argent n'a jamais quitté les Etats-Unis. Des banques à Washington l'ont tout simplement viré au profit des bureaux d'ingénieurs à New York, Houston ou San Francisco.»¹ Bien que l'argent est reversé presque immédiatement aux groupes appartenant à la «Corporatocratie» (la haute finance américaine), le pays receveur doit rembourser tout, la somme qu'il doit et les intérêts. «Si un assistant financier réussit vraiment bien, les crédits sont si élevés que le débiteur, après quelques années, ne sera plus en mesure de remplir ses engagements.

C'est alors que nous, comme la mafia, exigeons notre part. Par exemple le contrôle des votes à l'ONU, la construction de bases militaires ou l'accès à des matières premières importantes comme le pétrole ou le contrôle du canal de Panama. Bien sûr que nous ne remettons pas les dettes aux débiteurs – c'est ainsi que nous réussissons à soumettre un pays de plus d'une façon permanente à notre entreprise.»²

La FED fait fonctionner la planche à billets

La haute finance américaine dispose de l'argent nécessaire à de telles machinations grâce à la FED qui lui appartient. Il ne faut que l'imprimer. La FED, cette machine à monnaie, est en effet l'instrument qui permet à la haute finance états-unienne de dominer le monde entier, de l'assujettir par des crédits et de réduire ceux qui ont accepté son argent à une servitude pour dettes perpétuelle.

La nouvelle manière de conquérir le monde consiste à ne plus tenir sous le joug les peuples directement par les armes, mais de façon indirecte, en leur imposant des crédits immenses pour qu'ils accèdent, à travers de leurs dettes et intérêts accumulés, à leur domination financière et économique (servitude pour dettes et intérêts). L'effet est identique: les deux voies réduisent les peuples à l'état de vassaux tributaires à perpétuité.

L'hégémonie de la haute finance américaine à l'aide de dollars imprimés sans scrupules, de crédits, de dettes et d'intérêts est la nouvelle forme de l'impérialisme mondial n'ayant plus besoin de faire recours à la baïonnette mais qui, en misant sur l'endettement, a assujéti plus de 200 pays du monde entier.

Etant donné ceci, on voit clairement pourquoi l'impérialisme financier ne tolère pas que les pays tels que la Grèce se libèrent eux-mêmes de leurs dettes et des crédits de la haute finance par la faillite de l'Etat. Une telle banqueroute mettrait un terme à la domination par les créanciers, anéantirait leurs crédits et en finirait avec les tributs sous forme d'intérêts.

Ceux qui ont lu John Perkins comprendront aussi pourquoi notre gouvernement a dû imposer l'endettement de l'Allemagne en faveur de pays étrangers «sans alternative». Il ne s'agissait pas de l'euro ou de l'Europe, mais du maintien des crédits de la haute finance, et de veiller à ce que l'ébranlement d'un pays n'anéantisse pas ces crédits et la servitude pour dettes respectives, et qu'ainsi ne soit brisée une première pierre de l'enceinte de la forteresse.

Pour cette même raison, tout «engagement privé» des banques par rapport au règlement des dettes est exclu. Les dettes ne doivent pas se transformer en problème des banques de créance américaines, mais rester à la charge perpétuelle de chaque pays endetté et de ses citoyens et contribuables. Si un pays tel que la Grèce ne sait plus quoi faire, eh bien, on fait appel à d'autres pays pas encore surendettés, tels que l'Allemagne, pour prendre la responsabilité en tant que garants, ce qui veut dire qu'on transforme la responsabilité individuelle d'un débiteur en responsabilité col-

«L'attaque contre la...»

suite de la page 6

lective de plusieurs pays pour agrandir ainsi la domination par crédits de la haute finance.³

Le passage de la démocratie à l'Etat-providence

Le fait que l'impérialisme financier capitaliste ait réussi à s'imposer à l'échelle mondiale en tant que système de domination, est lié aux transformations des démocraties en Etats-providence:

La démocratie est née dans la lutte pour la liberté, le droit et l'autodétermination – donc d'idées et du combat pour les réaliser.

Mais partout, une providence exagérée a transformé le système original des responsabilités démocratiques, par manque d'une construction réconfortante, en un système de domination sociale. Notamment dans les métiers d'assistance sociale, la tendance s'est imposée d'élargir les structures d'aide sociale individuelles à la charge des contribuables, d'«administrer» les destinataires de cette aide et de justifier ainsi la raison d'être de ces structures. La tendance à professionnaliser toute aide sociale et de créer ainsi une concurrence à l'aide familiale et aux engagements bénévoles, au cours des vingt dernières années, a fait triompher cette évolution.

C'est pourquoi les questions de fond ne sont pas suffisamment discutées, telles que par exemple de savoir:

- s'il est socialement juste que chacun ait le droit de consommer le rendement de ses prestations lui-même sans les partager (libéralisme);
- s'il faut priver les couches de population à salaires avantageux de plus en plus de leur revenu pour le redistribuer, au moins en cas de besoin, à d'autres (les partis bourgeois du centre);
- si, par principe, il faut offrir à tous le même revenu et des conditions de vie identiques par la redistribution (socialisme).

Les idées prévalant avant tout en Europe qui, par manque de clarté, se sont développées en une vraie histoire à occuper les gens, ont abouti au fait que l'Etat-providence ait déclaré comme but primordial la redistribution des moyens en faveur des prestataires et des gens à bas salaire. La Gauche s'est créé, en compensation du prolétariat, une couche de nécessiteux d'aide en permanence; y appartenant, aujourd'hui, non seulement les faibles, mais également les immigrés. C'est surtout avant les élections que l'on redistribue à nouveau pour gagner, avec ces cadeaux électoraux supplémentaires, des majorités de votants. L'évolution des vingt dernières années rend plus difficile un débat raisonnable du problème dans son ensemble; la société 20:80 avec ses indicibles richesses d'une part et l'appauvrissement d'autre part a fait surgir, dans toute la population, non pas seulement le sentiment de l'injustice, mais une situation réellement injuste qui doit être réorganisée.

Le groupe privilégié de ceux favorisant la redistribution

Les gagnants et la nouvelle élite de l'Etat social du XX^e siècle sont ceux qui contribuent à la redistribution: les politiciens, les fonctionnaires, les fonctionnaires sociaux. Comme dans chaque féodalisme ils se sont érigés, par le mot fétiche «social», en groupe non seulement inattaquable mais aussi privilégié, pouvant s'acheter, avec les prestations sociales, du pouvoir et de la gratitude. Ces fonctionnaires atteignent leur statut féodal privilégié non seulement face à leur clientèle sociale, mais aussi face à l'élite des plus performants qu'ils exploitent en avançant la notion «social» et en les privant sans scrupules de leurs revenus et leurs fortunes. Au sein du féodalisme social, les fonctionnaires sociaux constituent la nouvelle élite sociale, la nouvelle aristocratie sociale qui tire le maximum de profit de la dite redistribution. En Allemagne, elle sert plus de 66,7% de la population.⁴

Comme chaque système corrompu, la redistribution a comme désavantage qu'elle ne peut être réduite que difficilement, parce que l'issue de la situation passive ne se ferait que par un programme de redressement qui fonctionne. Au lieu de cela, on continue à redistribuer, à rajouter, à distribuer constamment de nouveaux cadeaux. Et ce qu'on ne peut plus financer par les recettes en cours, est payé par des crédits, chargeant ainsi l'ave-

nir des coûts sous forme de dettes provenant des prestations sociales exagérées. Ainsi toutes les démocraties à redistribution se sont plus ou moins endettées – en partie de façon débridée – se faisant escroquer volontiers par des fournisseurs de crédits internationaux.

L'UE – union à redistribution et bloc imposant la passivité

Dès ses débuts l'UE, elle aussi, a été une union à redistribution, percevant les fonds des pays membres et – après avoir confisqué une somme toujours croissante pour ses besoins administratifs (50000 fonctionnaires!) – accordant des subventions à la grande majorité des pays membres pour arriver à une prétendue «égalité de prospérité au sein de l'UE». Ainsi la Grèce a par exemple reçu, dans les vingt dernières années, plus de prestations de redistribution provenant de l'UE (principalement de l'Allemagne) qu'elle n'avait fait, en plus, de dettes. C'est l'Allemagne qui a été et reste dès le début le payeur principal des bienfaits de l'UE, ce qui veut dire qu'en fin de compte, elle est pillée de manière permanente et systématique en faveur des autres pays membres.

Il en résulte que l'UE a toujours été une union de transfert au détriment de l'Allemagne – sans que les pays membres subventionnés se soient ainsi rétablis. Tout au contraire: ils se sont habitués aux prestations de telle sorte qu'au delà, ils s'offrent un endettement encore une fois plus grand, tombant ainsi de la démocratie responsable dans la servitude pour dettes européenne et internationale.

L'élite financière dictatoriale

Cela se manifeste de nouveau de nos jours dans la crise financière européenne. Au Bundestag, les députés noir-rouge-vert ont décidé, à la majorité absolue et à l'encontre de la volonté de 80% de leurs électeurs, de se charger des dettes des pays européens en faillite envers les banques internationales, par des cautions et paiements allemands, léguant ainsi aux générations actuelle et future le plus grand endettement de notre histoire, et ceci non pas dans notre propre intérêt, mais dans celui d'intérêts étrangers. C'est la prochaine génération qui en paiera les conséquences.

Qu'est-ce qui prend les députés de trahir leurs propres électeurs en les chargeant de dettes étrangères qu'ils n'ont pas faites, de livrer leur prospérité aux pays et aux banques étrangers, détruisant même en partie l'avenir de la prochaine génération? Cela n'a plus beaucoup à faire avec la démocratie puisque 80% de la population le réfutent tout en se trouvant dans l'impossibilité d'empêcher les députés élus à y donner leur approbation. Apparemment, ces députés sont sous une contrainte plus forte que celle dictée par le bien-être des électeurs. Apparemment la légitimation d'en bas est donc devenue faible et peu perceptible, au point que la pression d'en-haut les a entraînés à dire oui au «Mécanisme européen de stabilité» (MES) respectivement au «Monstre européen du surendettement» qui se trouve à l'encontre de la volonté des électeurs.

Qui a poussé les députés à cette tromperie envers leurs électeurs?

Formellement, les dirigeants des partis conservateurs, rouges, verts et jaunes ont conjuré leurs députés d'approuver les lois de ce pillage. Dans le cas du FDP, les dirigeants du parti ont même saboté une consultation des membres initiée par le député *Schiffner*, pour atteindre au moins une faible majorité pour l'approbation souhaitée.

Apparemment, dans la crise financière européenne, il ne s'agit plus ni du vote des électeurs ni de l'intérêt des députés, mais les directions des partis ont imposé une stratégie qu'ils semblent avoir reçue eux-mêmes d'en haut:

- on sait que Mme Merkel a considéré le premier «plan de sauvetage» comme problématique sur le plan constitutionnel et qu'elle a hésité jusqu'à ce que le président *Obama* l'ait insultée par téléphone et ait exigé qu'elle obéisse.
- Elle a ensuite transmis cet ordre au président de la République fédérale *Köhler*, un spécialiste financier qui avait reconnu comme tous les autres spécialistes financiers indépendants qu'il ne devait pas signer «pour le bien-être du peuple», mais au contraire pour le dommage du peuple.

La pression était cependant si forte qu'il a signé. S'il avait démissionné avant la signature, il serait devenu un héros du peuple. La démission juste après la signature a fait de lui un lâche pour le peuple.

- Les dirigeants des partis rouges et verts ont participé à la prise en charge de dettes ou de caution de l'Allemagne sans problème à travers les plans de sauvetage. Depuis que *Steinbrück* et *Trittin* ont été récompensés par l'invitation à la «Conférence de Bilderberg» en février, ils veulent – contrairement aux partis au pouvoir – non seulement se charger des anciennes dettes de tous les pays européens en faillite, mais ils veulent que leurs électeurs se portent garants également pour toutes les nouvelles dettes – à n'importe quel prix que ce soit (euro-obligations).
- Toutefois, on ne peut pas reprocher à ces deux cadres du parti une atteinte directe à leurs propres électeurs étant donné que les électeurs issus de la classe inférieure profitent en général des transferts de revenu, ils vivent donc des impôts au lieu de les payer. Toutefois, eux aussi subissent de manière indirecte les conséquences du endettement: les paiements à l'étranger réduisent l'efficacité de l'Etat à l'intérieur du pays, donc aussi les transferts de la clientèle rouge et verte.

Domination étrangère par des intérêts financiers étrangers

La crise financière en Europe fait par conséquent preuve de domination étrangère qui vise des intérêts (financiers) étrangers. A la place de la volonté des électeurs, la volonté centrale de l'industrie financière mondiale règne depuis longtemps. Elle règne sur le plan mondial à l'aide de la servitude pour dettes et intérêts dans plus de 200 pays du monde. Elle constitue non seulement un nouveau genre d'empire financier mondial mais transfère aussi des compétences et des structures de pouvoir national de la démocratie centrale vers une obéissance centrale à l'hégémonie financière. La domination de l'oligarchie financière issue du capitalisme financier peut donc être considérée comme une nouvelle hégémonie d'élites, l'hégémonie de l'industrie financière sous la direction des deux clans régnants comme système politique qui remplace celui de la majorité démocratique.

L'empire financier s'est de même assuré le soutien des quelques centaines de gens les plus importants du monde. Cette oligarchie se renforce annuellement en tant que «Club de Bilderberg».⁵ Le prince *Bernhard des Pays-Bas* et les deux clans financiers *Rothschild* et *Rockefeller*, l'ont fondé en 1952 pour élaborer des propositions au sujet d'«un seul gouvernement mondial» et pour imposer leurs plans communs en faveur de l'élite financière régnante. Voici par exemple quelques objectifs visés:

- L'identité internationale remplace l'identité nationale. L'identité nationale doit être parfaitement minée, stigmatisée en tant qu'«extrême droite» dans le monde entier pour qu'elle ne se relève plus jamais face à un «seul monde» nivelé.
- Contrôle central de la politique des Affaires intérieures et extérieures. Celui-ci est formellement exercé par le gouvernement des USA qui est pour sa part téléguider par la haute finance. L'Europe est gouvernée par le consensus de l'Union européenne comme sous-groupe.
- Finalement, on prévoit de centraliser le pouvoir dans le monde aux Nations Unies, et de recouvrer par le «citoyen du monde» des impôts directs, ou de manière indirecte sous forme de remises sur les matières premières, accordées par l'ONU.
- L'OTAN doit être élargie au niveau d'une armée mondiale de l'ONU et elle doit intervenir de plus en plus dans des foyers d'insurrection dès que l'hégémonie financière est menacée.
- Dans un système de droit uniforme, la Cour de justice internationale doit devenir la seule instance juridique, la Cour suprême du monde entier.
- Dans une éducation globale, les gens doivent être élevés en vue de la liberté et de l'unité globale: liberté des capitaux, liberté d'accès au travail, liberté d'investir, liberté par rapport à tout lien national, liberté à l'égard de l'histoire et des liens nationaux et, aussi l'égalité de toutes les races et de tous les peuples.

– Un alignement mondial des médias sert le même but. La centralisation et la monopolisation des médias sont mises au service d'une éducation prévue à l'échelle mondiale.⁶

Vers la fin du XX^e siècle, il se tisse par conséquent un fil rouge de centralisation dû au besoin d'argent des pays de redistribution d'un côté et au besoin de nouveaux débiteurs pour des crédits toujours nouveaux de la haute finance américaine de l'autre côté:

- à travers le démantèlement de la souveraineté nationale par la servitude pour dettes et intérêts et
- la centralisation européenne des compétences démocratiques décisives au profit de l'Union européenne dominée par le politiburo central et
- le transfert de pouvoir systématique vers les fonctionnaires politiques asservis à la haute finance partout dans le monde, donc de façon conséquente à un système d'hégémonie mondiale hiérarchique et central qui n'est plus démocratique, dominé par une nouvelle élite du capital sous la direction de l'oligarchie financière.

Le système démocratique qui repose sur les majorités de la population – à savoir la démocratie représentative sans correctif du référendum ni de l'initiative factuels – s'est évidemment vendu financièrement lui-même à travers la corruption de la redistribution. Les nouveaux sires financiers, les prêteurs et les suzerains directs des dettes, des intérêts, des actifs financiers, règnent de manière centraliste sur le nouveau monde virtuel du capital financier. Ils sont les véritables dictateurs du capital et règnent sur plus de 200 pays de la terre pour décider quand et quel pays reçoit des fonds ou se trouve en difficultés et qui doit finalement payer pour les crédits dus (tous, sauf leur propres banques).

La crise financière de l'euro a fait apparaître de manière très claire ces structures de pouvoir.

Ce qui s'appelle encore démocratie dans les pays de l'Union européenne n'est qu'une forme creuse dotée de moins en moins de compétences. Le sens des responsabilités est à nouveau remplacé par une servitude autoritaire comme pendant des siècles précédents, à la différence qu'il s'agit cette fois-ci de la domination et de la servitude financières indirectes qui ne sont pas faciles à saisir par le public parce qu'elles sont cachées et davantage dissimulées par l'incroyable hypocrisie des médias. Elle peut cependant être beaucoup plus brutale que les systèmes de domination directe des siècles précédents.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis*, Editions Alterre, septembre 2005

² John Perkins, *Bekenntnisse eines Economic Hit Man*, p. 22s.

³ cf. Hamer, E. «Die US-Hochfinanz treibt die Welt planmäßig in Schuldknechtschaft», in: *Der Welt-Geldbetrieb*, 3^e éd. 2012, p. 36s.

⁴ cf. Hamer, Eberhard, *Mittelstand unter lauter Räubern*, p. 16s.

⁵ cf. Daniel Estulin, *Die wahre Geschichte der Bilderberger*, 3^e éd. Rottenburg 2011.

⁶ cf. Estulin, p. 50s.

km. Le professeur Hamer écrit: «Qu'est-ce qui prend les députés de trahir leurs propres électeurs en les chargeant de dettes étrangères qu'ils n'ont pas faites, de livrer leur prospérité aux pays et aux banques étrangers, détruisant même en partie l'avenir de la prochaine génération? Cela n'a plus beaucoup à faire avec la démocratie puisque 80% de la population le réfutent tout en se trouvant dans l'impossibilité d'empêcher les députés élus à y donner leur approbation. Apparemment, ces députés sont sous une contrainte plus forte que celle dictée par le bien-être des électeurs. Apparemment la légitimation d'en bas est donc devenue faible et peu perceptible, au point que la pression d'en-haut les a entraînés à dire oui au «Mécanisme européen de stabilité» (MES) respectivement au «Monstre européen du surendettement» qui va à l'encontre de la volonté des électeurs.»

L'analyse est juste. Les citoyens allemands le savent également. Ils savent aussi que la démocratie directe offre une issue. La démocratie directe est le droit des citoyens, aussi en Allemagne, pour corriger le mauvais chemin sur le plan factuel et aussi pour obliger à nouveau les députés à respecter ce qu'il sont tenus de faire par la loi.